

Une zone industrielle de pointe, au service de l'industrialisation togolaise




www.pia-togo.com



PRATIQUE POUR L'ÉCOLE

Ni d'être plus sage, d'être Volte

Site web: www.ecoetfinances.com

Prix: 300Fcfa

Journal des entrepreneurs

ECO & FINANCES

Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC/0643/01/08/2022/HAAC



Organisation internationale du café

ENSELME GOUTHON ÉLU VICE - PRÉSIDENT



Audience

Ballet diplomatique à la présidence de la République

Le chef de l'Etat Faure Gnassingbé a reçu le 6 octobre dernier à la présidence ...

Page 3

Page 2

Afreximbank

Une Académie pour former 8000 africains sur des sujets liés au commerce

La Banque africaine d'import-export (Afreximbank) a lancé le 3 oct 2022 à Kampala ...

Page 4

Monde

Les prix des aliments en baisse pour le 6e mois consécutif

Les prix mondiaux des produits alimentaires ont poursuivi leur baisse en septembre pour le sixième,...

Page 6

UEMOA

Page 4

Le CREPMF change de dénomination



LES MERCREDIS DU FISC

Tous les 1^{er} mercredi du mois à partir de 10h30

Canal OTR
Office Togolais des Recettes-OTR

Le Forfait Internet conçu pour toi!

Plus de mégas pour rester connecté tout le temps.



1 Composez *909#



2 Sélectionnez 1- Ça C'est Moi



3 Sélectionnez Internet



4 Choisissez le forfait fait pour vous

Audience

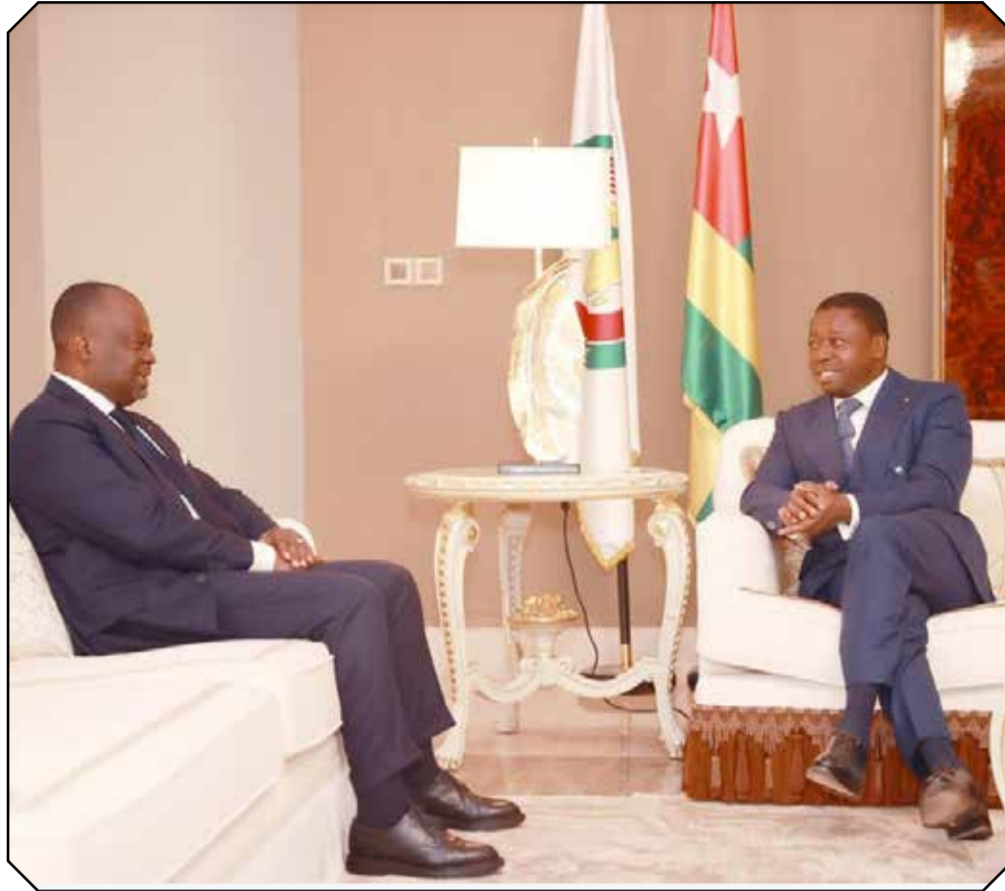
Ballet diplomatique à la présidence de la République

Le chef de l'Etat Faure Gnassingbé a reçu le 6 octobre dernier à la présidence de la République à Lomé, les lettres de créances des ambassadeurs de la Côte d'Ivoire, de la République de Corée et de la Hongrie.

● Ilona E.

Trois nouveaux ambassadeurs accrédités au Togo, ont présenté le jeudi dernier, leurs lettres de créance au président de la République Faure Gnassingbé. Le premier à être reçu est l'ivoirien Moriko Tiémoko. A sa sortie d'audience, il s'est réjoui de la bonne relation d'amitié et de coopération qui existe entre son pays le Togo. Il s'est engagé à travailler en vue du renforcement de ces liens, notamment dans les domaines économique et des affaires. « Les liens historiques entre la Côte d'Ivoire et le Togo se traduisent par une coopération féconde.

Le niveau des échanges commerciaux et économiques n'est pas encore à la hauteur des rapports que nous avons avec le Togo. Nous voulons contribuer à promouvoir cette coopération pour la hisser au niveau le plus approprié », a indiqué le diplomate ivoirien Moriko Tiémoko. Selon la présidence togolaise, les deux pays entretiennent des liens très étroits et disposent d'une grande commission mixte de coopération. Ils œuvrent également pour le renforcement de l'intégration, la consoli-



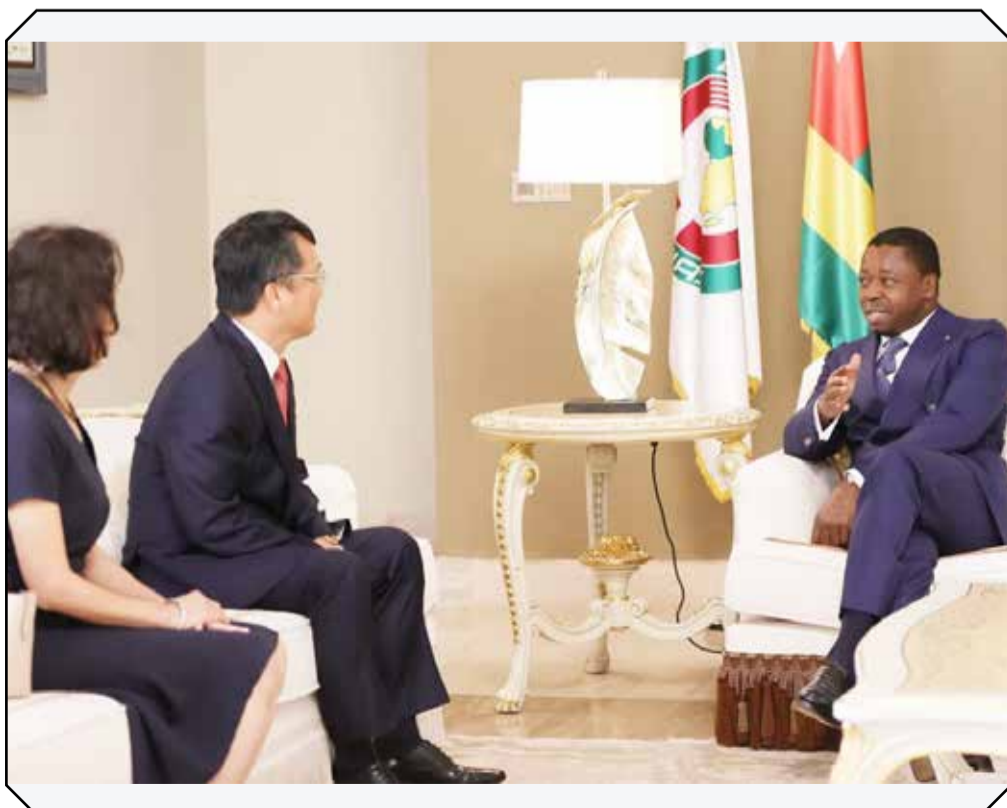
ation de la paix et de la stabilité dans la sous-région ouest africaine. Avant sa nomination au Togo, Moriko Tiémoko, était ambassadeur de la République de Côte d'Ivoire au Ghana. Il avait également occupé le poste d'ambassadeur et représentant permanent de son pays auprès de l'Organisation des Nations unies (ONU). Outre le diplomate ivoirien, Faure Gnassingbé avait également reçu les lettres de créance du nouvel ambassadeur de la République de Corée au Togo, Lim Jung-Taek. Son arrivée témoigne de

la volonté au plus haut niveau d'intensifier les relations d'amitié et de coopération qui lient le Togo et la Corée dans les domaines de la formation professionnelle et technique, de l'agriculture, l'urbanisme, l'art, la culture et le tourisme. De nombreuses entreprises et des industries automobiles coréenne exportent leurs produits vers le marché togolais. Selon le diplomate, ses efforts seront orientés vers le renforcement de ces relations mutuellement bénéfiques. Avant sa nomination comme ambassadeur au

Togo, Lim Jung-Taek a occupé les postes de Directeur général de la coopération administrative internationale et de représentant de la Corée auprès de l'OCDE et de la mission permanente des Nations unies. Le dernier à présenter ses lettres de créance à Faure Gnassingbé, est l'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la Hongrie près de la République togolaise, Fehér Tamás Endre. Le diplomate hongrois qui a apprécié la bonne qualité des relations entre Budapest et Lomé, a exprimé la

volonté de son pays de contribuer au développement ce partenariat. En effet « le Togo et la Hongrie entretiennent des relations diplomatiques de longue date et sa mission est d'œuvrer à leur approfondissement, en particulier dans les domaines de l'agriculture, de la fintech, de la technologie financière et l'industrie de la santé », a préci-

sé le diplomate avant d'ajouter que « l'avenir de ces relations est très prometteur ». Avant d'occuper le poste d'ambassadeur au Togo, Fehér Tamás Endre était directeur général adjoint du département Asie-Pacifique du ministère des Affaires étrangères de la Hongrie.



ECO & FINANCES

Journal d'informations, d'investigations économiques, financières et boursières
Email : ecofinances.infos@gmail.com
Site web: www.ecofinances.com
REC N° 0643/01/08/2022/HAAC
Édité par L'agence de Presse ECO & FINANCES
N. RCCM: TG-LFW-01-2022-B13-02054
Adresse : rue de l'énergie Agbalepedogan derriere l'ecole cour lumière - Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Directeur de publication

Komlan KPATIDE
00228 90 05 05 08

Rédacteur en chef

Bernard D. AFAWOUBO
00228 90 90 49 83

Chef d'édition

Eyram AKAKPO
00228 93 64 07 85

Rédacteurs

Keziah KPATIDE
SALLAH Patience
Yves ATCHANOUVI
Kodji GATOR JOE

Direction commerciale

00228 97 25 84 84

Graphiste

FOLIKOUE ATA K. Achille

Imprimerie

TOGO V.SPRINTS
Tirage: 3000

Organisation Internationale du Café

Enselme Gouthon élu Vice-président

Le secrétaire exécutif du Comité de coordination pour les filières café et cacao du Togo (CCFCC), Enselme Gouthon a été élu à l'unanimité, le vendredi 07 octobre 2022, à Bogota en Colombie, vice-président de l'Organisation Internationale du Café (OIC).

● Bernard AFAWOUBO

L'Organisation Internationale du Café (OIC) renoue avec des réunions en présentiel après trois années sans réunion physique. Ainsi du 03 au 07 octobre dernier, la Colombie a abrité la 134ème session du Conseil et des Organes subsidiaires de l'Organisation Internationale du Café. Une session présidée par Ivan Romero-Martinez, Ambassadeur du Honduras au Royaume-Uni d'Angleterre et d'Irlande du Nord. A l'issue de cette 134ème session du Conseil et des Organes subsidiaires de l'Organisation Internationale du Café, le secrétaire exécutif du Comité de coordination pour les filières café et cacao du Togo (CCFCC), Enselme Gouthon a été élu à l'unanimité à la vice-présidence de l'organisation mondiale du café (OIC). Il assurera la Vice-présidence de l'Organisation Internationale du Café à partir de septembre 2023. Cette 134ème session a été une occasion d'ouverture du nouvel Accord international sur le café pour signature des Etats membres.



Principale organisation intergouvernementale en charge des questions du café depuis 1963, l'Organisation Internationale du Café (OIC) rassemble 44 pays exportateurs et 34 pays importateurs de café qui constituent la quasi-totalité des participants de cette filière. Ses gouvernements membres représentent 98% de la production et plus de 67% de la consommation mondiale de café. L'Organisation Internationale du Café a pour mission de renforcer le secteur mondial du café et d'encourager son développement durable dans le cadre d'une économie de marché pour le bien-être de tous les participants du secteur.

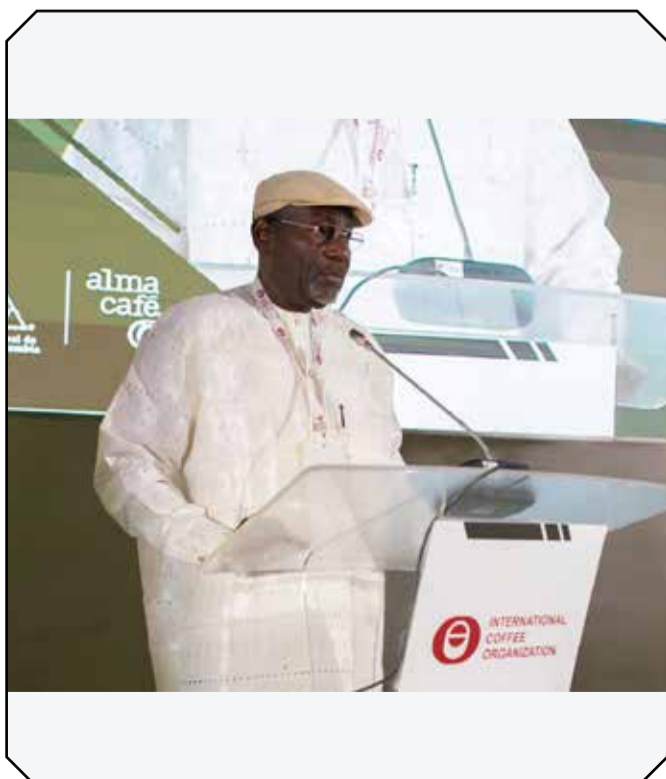
Elle apporte une contribution concrète au développement d'un secteur mondial du café durable et à la réduction de la pauvreté dans les pays en développement. En juin 2022, les exportations mondiales de café se sont élevées à 11,11 millions de sacs en juin 2022, contre 10,97 millions en juin 2021. Les exportations des neuf premiers mois de l'année caféière 2021/22 (21 octobre au 22 juin) ont augmenté de 0,5% à 98,77 millions de sacs contre 98,32 millions de sacs sur la même période en 2020/21. Au cours des 12 mois se terminant en juin 2022, les exportations d'Arabica ont totalisé 80,78 millions de sacs contre

82,59 millions de sacs l'année dernière ; tandis que les exportations de Robusta se sont élevées à 49,20 millions de sacs contre 46,94 millions de sacs l'année précédente.

Docteur en Sciences Economiques de l'Ecole Supérieure d'Economie et de Gestion de l'Université de Brême, octobre 1976, (République Fédérale d'Allemagne), Enselme GOUTHON a plus de 35 ans d'expérience professionnelle dans l'administration d'entreprises agro-industrielles et financières. Pendant plus de 25 ans, il a été Secrétaire Général du Comité de Coordination des Filières Café et Cacao (CCFCC) au Togo. Il est

également président de l'Agence Africaine et Malgache du Café Robusta (ACRAM), poste qu'il occupe depuis 7 ans. Il a dirigé plusieurs conférences et panels à l'échelle internationale. Représentant du Togo dans les organisations internationales du Cacao et du Café : (i) Organisation Internationale du Cacao (ICCO) ; (ii) Organisation internationale du café (OIC) ; (iii) L'Organisation interafricaine du café (OIAF) était également président du Conseil international du cacao (ICCO) Expert en Economie du Développement et membre de la Chambre Consulaire Régionale de l'UEMOA (CCR/UEMOA), M. GOUTHON est également Vice-Président du Conseil National des Entrepreneurs du Togo (CNP-TOGO) et Secrétaire Général de l'Union des Commerçants, Industriels, Importateurs et Exportateurs du Togo (SCIMPEX-TO). M. GOUTHON a également occupé divers postes de direction dans le secteur bancaire, le commerce international des matières premières et l'agro-industrie, notamment : Chef Economiste à la Banque Afri-

caine de Développement (BAD) à Abidjan, Côte d'Ivoire (1980-1982) ; Chef du Département du Commerce Extérieur de la Banque Nationale de Paris (BNP), succursale de Cotonou au Bénin (1975 - 1977) ; Ancien membre du Conseil d'Administration de la Banque Internationale pour l'Afrique au Togo (BIA Togo) et de la Banque Financière du Togo. ; Ancien expert indépendant du Fonds Ouest Africain de Garantie des Investissements Privés (FONDS GARI) ; Expert coton-textile pour le Togo auprès de l'UEMOA (Union Economique et Monétaire Ouest Africaine). Il a également occupé d'autres postes tels que (i) Membre de l'ABR (African Business Roundtable) ; (ii) Vice-Président de JUNIOR ACHIEVEMENT TOGO, (Membre de JUNIOR ACHIEVEMENT WORLDWIDE), ancien Président du ROTARY CLUB Lomé Azur Togo. Enfin, Monsieur Enselme GOUTHON est Vice-Président de la Société Africaine de Service et de Technologie (SAST) de 2009 à ce jour.



UEMOA

Le CREPMF change de dénomination

Le Conseil régional de l'épargne publique et des marchés financiers (CREPMF), gendarme du marché financier de la zone UEMOA, a changé depuis le 1er octobre 2022, de dénomination pour devenir Autorité des marchés financiers de l'Union monétaire ouest africaine (AMF-UMOA).

● Eyram AKAKPO



Décidé depuis juillet 2019 par les Chefs d'Etats et de gouvernement de la sous-région, ce changement de dénomination a finalement été approuvé le 30 septembre 2022 à Dakar lors de la réunion du Conseil des ministres de l'Union économique et monétaire ouest africain (UEMOA). « Ce changement vise à renforcer la visibilité de l'organe encore peu connu des populations et sied mieux aux activités de l'institution en évitant tout amalgame avec diverses structures nationales », avait expliqué Badanam Patoki, président du CREPMF. En plus de ce changement de dénomination, le conseil des ministres a également adopté un projet de décision portant modification du règlement général relatif à l'organisation, au fonctionnement et au contrôle du Marché financier régional de l'UMOA ainsi qu'un projet de règlement relatif aux titres financiers de Sukuk dans l'UEMOA. Aussi, a-t-il été adopté une décision relative aux comptes inactifs et aux avoirs en déshérence

sur le marché financier régional de l'Union. Il faut souligner qu'au cours de l'année 2021, le Conseil régional de l'épargne publique et des marchés financiers (CREPMF), qui est devenu Autorité des marchés financiers de l'Union monétaire ouest africaine (AMF-UMOA), a reçu et instruit 35 demandes d'émissions, dont 31 opérations d'emprunts obligataires et titres de capital et 4 opérations de titrisations de créances. Sur les 31 opérations ayant fait l'objet de demande, 27 opérations ont été autorisées et réalisées, 3 en cours d'instructions, 4 opérations ont été annulées et une opération rejetée. Au 31 décembre 2021, la capitalisation totale du marché a connu une croissance de 27,96% pour s'établir 13.332,46 milliards FCFA contre 10.419,08 milliards FCFA un an auparavant. Le marché financier régional est l'un des instruments de financement des économies de l'UEMOA. Dans ce cadre, le CREPMF joue le rôle de gendarme pour la protection de l'épargne investie

dans l'UMOA à travers l'organisation de l'appel public à l'épargne, l'habilitation, le contrôle des structures de marché et des intervenants commerciaux, le contrôle de la régularité des opérations de bourse. Le CREPMF édicte, notamment, les dispositions applicables à l'appel public à l'épargne et notamment aux opérations de bourse et autres produits de placement, aux conditions d'exercice des structures de marché et des intervenants commerciaux. C'est donc un organe de régulation et de supervision essentiel. La signature par les Chefs d'Etat et de gouvernement du Traité modificatif du Traité de l'UMOA à Abidjan, le 12 juillet 2019, a pour objectif d'assurer une distinction entre le « Conseil Régional » de l'Épargne publique et des Marchés Financiers et le « conseil régional » de certaines collectivités publiques locales et territoriales des Etats membres de l'UMOA. Elle vise par ailleurs à consacrer une dénomination en phase avec le statut et les missions

dévolues à l'organe de régulation du marché financier, et partant, la

conformité avec la terminologie qui caractérise les régulateurs

des marchés financiers au plan international.

Afreximbank

Une Académie pour former 8000 africains sur des sujets liés au commerce

La Banque africaine d'import-export (Afreximbank) a lancé le 3 octobre 2022 à Kampala en Ouganda, l'Afreximbank Academy (AFRACAD), un centre d'apprentissage, de connaissances et de mise en réseau conçu pour aider à faire progresser le commerce africain grâce au renforcement des capacités et au leadership.

● Maelys A.

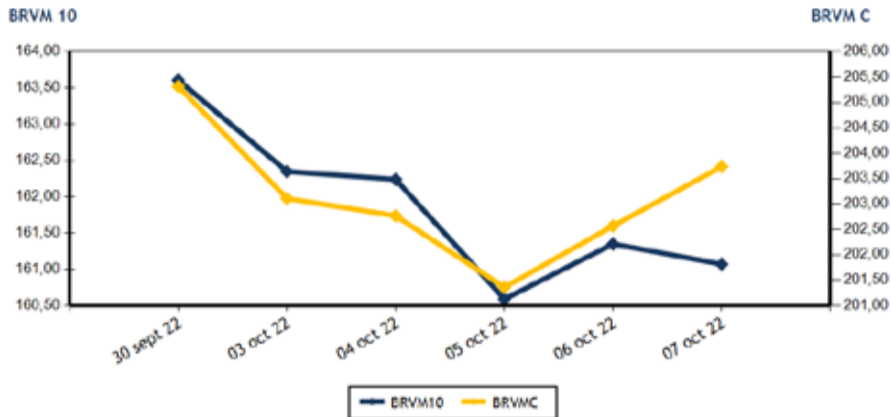
L'AFRACAD a été lancée en début de semaine dernière, en marge du séminaire de trois jours sur le financement du commerce d'Afreximbank par le professeur Benedict Oramah, président du conseil d'administration d'Afreximbank et Moses Kaggwa, Ag. Directeur des Affaires Economiques, représentant Matia Kasaija, Ministre ougandais des Finances, de la Planification et du Développement Economique. Selon le directeur et responsable mondial des ressources humaines d'Afreximbank, Stephen Kauma, la création de l'Académie remplit la dimension de renforcement des capacités du mandat de la Banque. « Afreximbank a été à l'avant-garde du renforcement des capacités des Africains sur le continent et de la diaspora dans les questions liées au commerce. À cet égard, dans le cadre du 5 e Plan stratégique de la Banque pour la période 2016 à 2021, nous avons prévu de créer un centre de responsabilité sous lequel toutes nos différentes initiatives de renforcement des capacités seraient hébergées », a expliqué Kauma. Il a également révélé que l'académie, qui prévoit de former jusqu'à 100 000 personnes au cours des dix prochaines années, offrant jusqu'à 58 opportunités d'apprentissage différentes, vise à débloquent des opportunités commerciales en renforçant les capacités et le leadership existants, en améliorant l'environnement commercial à travers l'Afrique et en permettant au conti-

nent d'être compétitif à l'échelle mondiale. L'Afreximbank Academy, l'académie d'entreprise exclusive de la Banque, est un centre d'excellence pour le renforcement des capacités dans le commerce et la plaque tournante incontournable pour les connaissances afrocentriques et l'expertise commerciale africaine. AFRACAD fournit des solutions d'apprentissage à fort impact qui couvrent le commerce et le financement de projets ; capacité industrielle ; innovation ; leadership ; langue commerciale ; et Connaissances et réseautage. Jusqu'à présent, l'AFRACAD a déjà entamé le processus d'obtention d'une accréditation régionale, en commençant par le Chartered Institute of Bankers of Nigeria (CIBN), tout en explorant et en contactant d'autres organismes d'accréditation. L'Académie a également commencé à mettre en œuvre une preuve de concept en utilisant le programme Certificate of Trade Finance in Africa (COFTIA), un cours phare sur le financement du commerce qui est l'un des plus complets en Afrique, que l'AFRACAD gère avec FCI et l'Université américaine du Caire. Dans le cadre de la célébration du lancement de l'académie, l'AFRACAD a offert une bourse pour une personne à chaque institution participant au séminaire Afreximbank sur le financement du commerce 2022, couvrant 50% des frais de scolarité pour le cours 2023 pour le certificat de financement du commerce en Afrique.

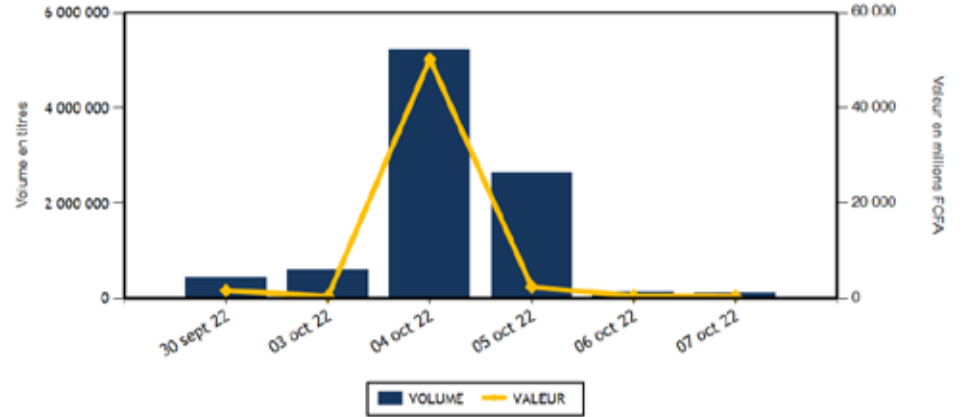
La Banque africaine d'import-export (Afreximbank) est une institution financière multilatérale panafricaine mandatée pour financer et promouvoir le commerce intra et extra-africain. Afreximbank déploie des structures innovantes pour fournir des solutions de financement qui soutiennent la transformation de la structure du commerce africain, accélérant l'industrialisation et le commerce intra-régional, stimulant ainsi l'expansion économique en Afrique. Ferment partisan de l'Accord de libre-échange continental africain (AfCFTA), Afreximbank a lancé un système panafricain de paiement et de règlement (PAPSS) qui a été adopté par l'Union africaine (UA) comme plate-forme de paiement et de règlement pour soutenir la mise en œuvre de la ZLECAf. Afreximbank travaille avec l'UA et le secrétariat de l'AfCFTA pour développer une facilité d'ajustement afin d'aider les pays à participer efficacement à l'AfCFTA. À la fin de 2021, le total des actifs et des garanties de la Banque s'élevait à environ 25 milliards de dollars américains, et ses fonds propres s'élevaient à 4 milliards de dollars américains. Afreximbank a décaissé plus de 51 milliards de dollars entre 2016 et 2021. La Banque est notée par GCR (échelle internationale) (A), Moody's (Baa1), Japan Credit Rating Agency (JCR) (A-) et Fitch (BBB). La Banque a son siège social au Caire, en Égypte.

BRVM 10	161,07	 BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE N° 193 vendredi 7 octobre 2022 Site : www.brvm.org	BRVM Composite	203,74
Variation Jour	↓ -0,17 %		Variation Jour	↑ 0,58 %
Variation annuelle	↑ 4,92 %		Variation annuelle	↑ 0,72 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	6 132 370 569 143	0,57 %
Volume échangé (Actions & Droits)	108 783	0,88 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	474 608 661	96,29 %
Nombre de titres transigés	41	2,50 %
Nombre de titres en hausse	19	26,67 %
Nombre de titres en baisse	13	0,00 %
Nombre de titres inchangés	9	-25,00 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	8 450 564 642 720	-0,02 %
Volume échangé	645	-97,74 %
Valeur transigée (FCFA)	6 509 250	-97,74 %
Nombre de titres transigés	6	-14,29 %
Nombre de titres en hausse	1	0,00 %
Nombre de titres en baisse	2	100,00 %
Nombre de titres inchangés	3	-40,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
TOTAL SN (TTLS)	2 375	7,47 %	20,25 %
SITAB CI (STBC)	6 730	7,08 %	8,90 %
BANK OF AFRICA BF (BOABF)	5 650	6,60 %	-8,87 %
ECOBANK TRANS. INCORP. TG (ETIT)	19	5,56 %	5,56 %
VIVO ENERGY CI (SHEC)	870	5,45 %	1,16 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
BANK OF AFRICA NG (BOAN)	6 200	-7,32 %	21,57 %
SAPH CI (SPHC)	5 200	-5,37 %	0,10 %
ORAGROUP TOGO (ORGT)	3 600	-5,26 %	-14,08 %
SMB CI (SMBC)	7 100	-4,05 %	2,90 %
ECOBANK COTE D'IVOIRE (ECOC)	4 740	-2,17 %	-0,94 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	106,14	1,39 %	-3,61 %	4 990	25 454 165	26,76
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	471,31	0,38 %	5,00 %	32 350	197 943 635	9,34
BRVM - FINANCES	15	76,60	0,30 %	-0,69 %	38 945	127 115 236	7,34
BRVM - TRANSPORT	2	433,59	0,00 %	-30,31 %	111	193 930	6,95
BRVM - AGRICULTURE	5	290,67	-1,82 %	19,46 %	25 248	110 885 015	5,78
BRVM - DISTRIBUTION	7	375,20	4,12 %	-7,91 %	7 139	13 016 680	28,29
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 721,27	0,00 %	91,10 %	0	0	16,75
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	8,03	
Taux de rendement moyen du marché	7,30	
Taux de rentabilité moyen du marché	8,53	
Nombre de sociétés cotées	45	
Nombre de lignes obligataires	106	
Volume moyen annuel par séance	1 075 991,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	2 001 333 237,97	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	2,72	
Ratio moyen de satisfaction	3,64	
Ratio moyen de tendance	133,45	
Ratio moyen de couverture	74,94	
Taux de rotation moyen du marché	0,01	
Prime de risque du marché	6,56	
Nombre de SGI participantes	23	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat



Monde

Les prix des aliments en baisse pour le 6e mois consécutif

Les prix mondiaux des produits alimentaires ont poursuivi leur baisse en septembre pour le sixième mois consécutif, tirés par un net repli des huiles végétales qui a fait plus que contrebalancer la hausse des prix des céréales, a annoncé vendredi l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

L'indice de la FAO des prix des denrées alimentaires, qui suit la variation des cours internationaux d'un panier de produits de base, a reculé une nouvelle fois depuis le record atteint en mars après l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Il a baissé modérément en septembre, d'1,1% par rapport à août. Mais il demeure à un niveau supérieur de 5,5 % à sa valeur d'il y a un an, selon la FAO. C'est l'Indice FAO des prix des huiles végétales qui est à l'origine de cette baisse. Les prix des huiles végétales reculent de 6,6 % sur un mois, « pour atteindre son plus bas niveau

depuis février 2021 ». « Les cours internationaux des huiles de palme, de soja, de tournesol et de colza ont tous fléchi », souligne l'agence, grâce à l'existence de stocks abondants d'huile de palme et d'une hausse saisonnière de production en Asie du Sud-Est. L'Indice FAO des prix de tous les types de riz a progressé de 2,2%. La hausse des disponibilités d'huile de soja à l'exportation en Argentine, l'offre accrue d'huile de tournesol de la région de la mer Noire et la baisse des prix du pétrole brut ont aussi contribué au repli du sous-indice. L'indice FAO des prix

des céréales, quant à lui, remonte légèrement d'1,5% par rapport à août. Les prix internationaux du blé ont rebondi de 2,2%, à cause d'inquiétudes liées à la sécheresse aux États-Unis et en Argentine, et d'incertitudes sur la prolongation du corridor maritime permettant de faire sortir les céréales d'Ukraine au-delà du mois de novembre. Les prix mondiaux du maïs n'ont quasiment pas bougé, la vigueur du dollar des États-Unis ayant permis de contrebalancer la pression exercée par la contraction des perspectives d'approvisionnement, alors que les prévisions

de production ont encore été revues à la baisse aux États-Unis et dans l'Union européenne. L'Indice FAO des prix de tous les types de riz a progressé de 2,2%, en grande partie en raison des changements apportés par l'Inde à sa politique d'exportation ainsi que des inquiétudes concernant les répercussions des graves inondations au Pakistan. Un homme transportant de la canne à sucre au Mozambique. Les prix du sucre ont reculé de 0,7 % au cours du mois de septembre 2022. Les perspectives de production encourageantes au Brésil font baisser les prix du sucre

L'Indice FAO des prix des produits laitiers a perdu 0,6% dans le mois, reflétant dans une large mesure les effets de la dépréciation de l'euro par rapport au dollar des États-Unis, à quoi s'ajoutent les incertitudes du marché et des perspectives de croissance économique peu réjouissantes à l'échelle mondiale. L'Indice FAO des prix de la viande s'est contracté de 0,5%. Les prix de la viande de bovins ont reculé du fait du niveau élevé des disponibilités à l'exportation au Brésil et d'une liquidation importante du cheptel bovin dans certains pays producteurs.

Cependant, les prix de la viande de volaille ont légèrement fléchi sous l'effet d'une demande atone à l'importation. À l'inverse, les prix internationaux de la viande porcine ont été en hausse en raison d'une offre insuffisante d'animaux prêts à l'abattage dans l'Union européenne. Par ailleurs, les prix du sucre ont reculé de 0,7% au cours du mois de septembre, en grande partie sous l'effet de perspectives de production encourageantes au Brésil, d'une baisse des prix de l'éthanol et des fluctuations des taux de change.

Côte d'Ivoire

Avec le soutien du Fonds Africain de Développement, le gouvernement ivoirien poursuit son programme d'électrification rurale

Avec le soutien du Fonds Africain de Développement, le gouvernement ivoirien poursuit son programme d'électrification rurale

Le Conseil d'administration du Fonds africain de développement, le guichet de financement concessionnel du Groupe de la Banque africaine de développement, a approuvé un soutien financier de 10,53 millions de dollars à la Côte d'Ivoire. Les fonds, qui seront versés au gouvernement ivoirien, seront utilisés pour connecter 739 localités rurales à une électricité propre et abordable dans le cadre du programme

gouvernemental «Électrification pour tous». Les fonds comprennent un prêt de 8,26 millions de dollars et une subvention de 2,27 millions de dollars. « Le projet aura de multiples impacts économiques sur l'économie nationale aux niveaux financier et socio-économique. La réduction des dépenses énergétiques, notamment pour l'éclairage des ménages suite au raccordement au réseau électrique, sera

un aboutissement significatif », a déclaré Marie-Laure Akin. -Olugbade, directeur général de la Banque africaine de développement pour l'Afrique de l'Ouest. Le projet facilitera les installations électriques domestiques et connectera environ 71 660 ménages (dont 15% gérés par des femmes) au réseau électrique. Il électrifiera également 7 168 centres d'affaires (centres de santé, écoles, organisations d'agri-

cultrices et artisans). Dans le cadre de l'appui logistique à 100 groupements féminins opérant dans la zone du projet, l'acquisition d'équipements de fabrication électrique respectueux de l'environnement, selon les besoins, sera faite à leur profit. En outre, le projet facilitera des stages pour les jeunes filles et garçons qui ont terminé les centres de formation professionnelle et les écoles de ces localités, afin de faci-

liter leur insertion dans le monde du travail. Les 739 communautés bénéficiaires du projet sont situées dans le district ouest de Montages, deux districts du nord - Savanes et Woroba, et Zanzan au nord-est. Les bénéficiaires directs du projet seront l'Etat ivoirien, Côte d'Ivoire Energies, la Compagnie Ivoirienne d'Electricité (CIE) et des milliers de foyers qui seront raccordés au réseau électrique. Les centres de forma-

tion professionnelle, les écoles, les centres de formation, les centres de santé, les ateliers d'artisanat et les groupements professionnels féminins bénéficieront également d'un accès à l'électricité pour leurs activités. Selon une estimation de juin 2022, environ 500 000 personnes vivant dans la zone d'impact du projet bénéficieront indirectement de la création par le projet de services sociaux essentiels améliorés.

Niger

Le budget 2023 s'élève à 3 245,44 milliards FCFA

Le ministre des Finances Ahmat Jidoud a présenté le 5 Octobre 2022 devant l'Assemblée nationale un budget de 3 245,44 milliards FCFA

Le 5 octobre 2022, Ahmat Jidoud Le ministre des Finances du Niger a présenté devant l'Assemblée nationale le projet de loi des finances 2023. Le budget s'élève à 3 245,44 milliards FCFA en hausse de 8,7 %.

Les ressources budgétaires projetées s'élèvent à 3 245,44 milliards contre 2 908,59 milliards dans la loi de finances 2022. C'est une augmentation de 11,58 %. Les recettes internes sont évaluées à 1 480,72 mil-

liards FCFA. Une hausse de 118,86 milliards FCFA. La prévision de recettes fiscales est de 1 366,6 milliards FCFA en 2023 contre 1 304,8 milliards FCFA en 2022. Les dépenses budgétaires totales s'élèvent

à 3 245,44 milliards FCFA. La dette s'élève à 443,87 milliards FCFA et 349,88 milliards FCFA en dépenses de personnel. Ce projet de budget est construit sur un taux de croissance de 7,2 % en

2023 et une moyenne de 9,1 % sur la période 2023-2025. En outre, le gouvernement s'est engagé à maîtriser le déficit budgétaire afin de parvenir à moyen terme à la cible de 3 % en 2024-2025 dans le

cadre des engagements communautaires pour la convergence précise le communiqué.

A f r i v e i l l e

Le programme d'anticipation et de réponse aux risques climatiques majeurs soumis à validation

La feuille de route gouvernementale prévoit pour le compte du ministère de l'environnement et des ressources forestières, deux projets majeurs, le P35, réponse aux risques climatiques majeurs, le P36 consacré à la mobilité verte et une réforme sur la législation environnementale.



Après avoir lancé son programme de mobilité verte en septembre 2022, le ministre de l'environnement et des ressources forestières a lancé à Lomé, ce 7 octobre 2022, les travaux de validation du pro-

gramme 35 dont il est chargé de sa mise en œuvre avec quelques ministères en appui. Le processus d'élaboration du PA2RCM exige une meilleure connaissance des enjeux du secteur environnement et chan-

gement climatique et surtout leurs particularités régionales dans le but d'apporter des réponses adaptées aux menaces climatiques à la base, afin de prendre des initiatives d'adaptation en fonction des diffé-

rentes régions du pays. Ainsi, le P35 vise alors à atteindre 25% de la couverture forestière et doit pouvoir protéger la côte à hauteur de 90% contre l'érosion à l'horizon 2025 afin de diminuer la vulnérabilité des communautés à la base. La réalisation de cette ambition devra contribuer à engager le pays sur la voie du développement durable. Un développement qui fait intervenir d'autres secteurs. Justement ce sont ces acteurs qui vont durant une journée examiner le travail du consultant, faire des contributions pour

son amélioration, se l'approprier et enfin le valider afin qu'il devienne un document stratégique a précisé le chef de ce programme, Dr Amah ATUTONU. Le P35 a dit, le prof WALA Kperkouma, consultant principal a quatre composantes déclinées en plusieurs projets opérationnels. Il s'agit de la composante renforcement du cadre institutionnel, de la restauration écologique des écosystèmes fragiles, notamment les zones humides et les flancs des montagnes, du renforcement de la résilience des populations locales aux effets

néfastes des changements climatiques et enfin la dernière composante est consacrée à la lutte contre l'érosion côtière et la sécurisation des activités socio-économiques. La mise en œuvre de ce programme une fois validé devra permettre au pays a souligné le ministre FOLI BAZI Katari de proposer des réponses qui sont adaptées aux défis du terrain et aux besoins réels des communautés locales pour leur développement, un vœu si cher au gouvernement togolais.

MEPSTA

Une clôture et un nouveau bâtiment scolaire au Lycée Nanégbé

En réponse aux sollicitations des parents d'élèves et de la population de Nanégbé dans la commune d'Agoènyivé 5, dans le Grand Lomé, le Ministre des enseignements primaire, secondaire, technique et de l'artisanat, le Prof Dodzi Komla KOKOROKO a lancé les travaux de construction d'urgence d'un nouveau bâtiment scolaire et de la clôture de tout le domaine scolaire.



Ces infrastructures dont les travaux ont aussitôt démarré après la rencontre entre le Directeur de cabinet du ministre, Docteur Piyabalo NABEDE et les bureaux de l'association des parents d'élèves et du co-

mité de gestion des ressources scolaires, permettront de faire face à la forte demande d'accueil sans cesse croissante depuis la création de ce Lycée en 2021 due à l'explosion démographique du quartier.

Le soulagement indescriptible pour tous les parents d'élèves

L'annonce du démarrage des travaux a été saluée par les différents acteurs présents à la rencontre avec le di-

recteur de cabinet. Impressionnés par cette attention particulière, le chef du village, le président CVD, les parents d'élèves et les enseignants ont tous exprimé leur reconnaissance au ministre KOKOROKO, visiblement très engagé à réformer profondément l'école togolaise et qui n'hésite pas à appuyer sur les leviers énergiques pour la concrétisation de cette vision chère au gouvernement et à tous les citoyens.

Placées en situation d'urgence, ces constructions qui viennent s'ajouter à la longue liste des actions enclenchées pour l'amélioration des conditions d'accueil et d'apprentissage conformément à la

feuille de route gouvernementale 2020-2025 axée sur une éducation de qualité, devraient être livrées à la fin du premier trimestre de l'année 2023 pour le grand bonheur des élèves, enseignants et des parents d'élèves.

La feuille de route gouvernementale fait son chemin sur les P9 et P10

Ces chantiers qui s'inscrivent dans les programmes 9 et 10 de la feuille de route gouvernementale 2020-2025 avec pour objectif l'amélioration et l'augmentation des capacités d'accueil scolaire, offrent d'une part, un nouveau bâtiment de 4 salles de classe munies de 02 cages d'escaliers, des sanitaires de

06 cabines séparées pour filles et garçons, d'un point d'eau et d'autre part une clôture du site de l'école dont l'enjeu principal est la sécurisation.

L'accès et le périmètre de l'enceinte d'une école doivent être sécurisés pour éviter toute intrusion et ses corollaires et garantir un meilleur encadrement aux apprenants.




A l'instar de Nanégbé, c'est plusieurs écoles, anciennes ou nouvelles sur toute l'étendue du territoire national, qui bénéficient de la politique réformatrice de construction des infrastructures scolaires modernes imprimée dans le système éducatif avec le ministre KOKOROKO.

Le Forfait Internet conçu pour toi!

Plus de mégas pour rester connecté tout le temps.



*909*1# pour découvrir les forfaits internet spécialement conçus pour toi. Promo valable du 30 septembre au 28 décembre 2022. Plus d'infos au 888

togocom.tg   

Avancer. Pour vous. Pour tous.



Togocom